

**LES JEUNES PAYSANS ET LE DEVELOPPEMENT  
DES RAPPORTS MARCHANDS A MADAGASCAR  
( REGION DE MANJAKANDRIANA )**

Par Jean PAVAGEAU \*

«Nous n'avons ni terre,  
ni argent, ni maison...»

Le présent article est extrait d'un ouvrage portant sur les aspirations des jeunes paysans à Madagascar (1), en particulier de jeunes habitant un village de la partie orientale de l'Imerina : Ambohitravoko, village situé entre la riche plaine de Manjakandriana et le lac de Mantasoa.

Le but de notre travail n'était pas de proposer une monographie villageoise ( ...une de plus...), mais de montrer les processus psycho-sociaux favorisant l'émergence des aspirations des jeunes et en particulier de mettre en évidence les conditions d'existence au village, dans la mesure où elles sont déterminantes pour la genèse des aspirations (2).

Les jeunes manifestent une connaissance assez précise de l'organisation sociale de leur propre société : ils perçoivent surtout la différenciation entre groupes de résidence, le système hiérarchique fondé sur la parenté et l'émergence d'un type de stratification sociale fondé sur un autre système de valeurs, les antagonismes fami-

\* Assistant de sociologie à l'Etablissement d'Enseignement Supérieur de Sciences Agronomiques de l'Université de Madagascar. Tananarive.

(1) PAVAGEAU (J.) : *Jeunes paysans sans terres à Madagascar, analyse de la situation, des comportements et des aspirations de jeunes, habitant un village de la partie orientale de Hautes terres de Madagascar* - Ouvrage à paraître.

(2) Nous avons travaillé sous la direction de Monsieur Paul Henry CHOMBART de LAUWE, directeur du Centre d'Ethnologie sociale et de psychosociologie, laboratoire de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

liaux, en particulier à propos de la transmission des terres. Ils manifestent des comportements d'indifférence pour l'organisation politique au village, dominée par les statuts les plus élevés, associés au pouvoir du *fanjakana*.

S'ils ne sont pas réellement conscients de tous les aspects de l'organisation économique de leur société, les jeunes remarquent cependant les transformations de la vie économique, laquelle est perçue en termes de survie pour les uns et de compétition pour ceux qui s'enrichissent ; par leurs comportements d'indifférence vis-à-vis de la production agricole, par les opinions qu'ils expriment (comme dans le dialogue ci-dessous), les jeunes marquent leur insatisfaction quand à leur statut de dominés et de paysans sans terres ; ils expriment aussi leur aspiration à un statut d'indépendance économique.

Cet article tente d'analyser la place des jeunes dans les rapports sociaux internes au village.

\*

\*

\*

La mère de famille Ra... demande à son fils Ro... d'aller couper l'herbe pour le bétail. On assiste alors au dialogue suivant :

- Le fils : «je ne suis pas ton salarié ; il faut d'abord que j'aie lavé mon linge ... »
- La mère : «mon fils ne m'obéit plus... il est dur, égoïste ; il fait la sourde oreille quand sa pauvre mère a besoin de lui... ! »
- Un chef de famille explique : «les jeunes ne s'intéressent plus à la terre ... ils ne nous écoutent pas».
- Un autre ajoute : «ils n'aiment pas aider ... ils n'en font qu'à leur tête ... ils sont instables».

De tels dialogues peuvent être recueillis chaque jour au village ; ils expriment l'étonnement et les regrets des aînés devant les comportements des cadets : désintérêt, instabilité, agressivité.

Les cadets expriment par ailleurs comment ils perçoivent la vie économique au village et leur place dans cette organisation. Ils remarquent que des familles «s'appauvrissent», alors que d'autres «s'enrichissent» ; parmi ceux qui s'enrichissent, il existe une sorte de compétition, de laquelle les autres sont exclus, en particulier les cadets.

Les jeunes valorisent le statut de ceux qui s'enrichissent, «qui font mieux que les autres» ; ils en tirent d'ailleurs une nouvelle échelle de valeurs ; ils ne manquent pas de remarquer cependant que la différenciation par l'argent provoque au village des sentiments de jalousie ; c'est ce que Jean explique :

«les gens du village sont mauvais ; ils sont jaloux dès que quelqu'un commence à avoir quelque chose de plus que les autres ; ils tuent ses bœufs avec de l'acide ...»

Un neveu de R... raconte :

«un jour, un jeune garçon du village a dégonflé les pneus de mon camion : je l'ai pris en flagrant délit ...»

Dans cette organisation économique où la différenciation déjà existante sur le plan foncier est renforcée par une différenciation sur le plan monétaire, certains jeunes expliquent parfois de la façon suivante comment ils perçoivent leur place :

«nous n'avons ni terre, ni argent, ni maison ... »

Ces comportements, à la fois de désintérêt pour la vie économique au village et d'intérêt pour certains aspects de la compétition économique, ne peuvent se comprendre par une simple observation du fonctionnement actuel de l'organisation économique, il est nécessaire de se situer dans une perspective dynamique et diachronique pour rappeler l'évolution des modes de production au village. Nous évoquerons dans un premier temps le mode de production traditionnel tel qu'il a été vécu au moment de la création du village d'Ambohitravoko ; dans un deuxième

temps, nous analyserons le mode de production actuel, ou plutôt la formation sociale concrète dans laquelle s'articulent deux modes de production. Seule une analyse de ce type permettra de comprendre la place de chaque catégorie sociale - et en particulier celle des cadets - dans le procès de production, et de dégager la signification des comportements des jeunes.

### 1— LA FORMATION SOCIALE TRADITIONNELLE

Le mode de production villageois de la fin du siècle dernier est un mode de production précapitaliste, caractéristique de la plupart des sociétés traditionnelles (1). Le recours à des études sur l'Imerina ancienne (2) et l'utilisation des informations fournies par les plus vieux du village permettent d'évoquer à grands traits la formation sociale ancienne.

Ce mode de production, que l'on appelle le plus souvent patriarcal, est à la fin du siècle dernier; caractérisé par la décomposition du mode de production tributaire il y a articulation entre l'organisation socio-économique interne fondée sur la parenté et l'état qui prélève à la fois un surtravail (à travers les corvées) et un tribut (essentiellement en nature, une certaine quantité de riz).

Suivant le principe du premier occupant, la terre appartient à celui qui la défri- che et la met directement en valeur ; c'est ainsi que les premiers de chaque groupe de parenté venus à Ambohitravoko il y a un siècle, ont aménagé les bas fonds en rizières, dont les superficies étaient presque égales à ce qu'elles sont aujourd'hui. Chacun est propriétaire d'autant de terres qu'il peut en travailler.

- (1) voir : BESSAIGNET (P.) : *Principes d'éthnologie économique* - L.G.D.J. Paris - 1966 .  
MEILLASSOUX (C.) : *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire* - Editions Mouton - Paris - 1964 - 382 p.
- (2) DE ÇOMARMOND (P.) : «Le mode de production tributaire dans l'Imerina» - *Rapport ORSTOM* - Tananarive - 1966.  
RAISON (J.P.) : «Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne» - *in Terre Malagasy* - Tananarive - 1972 - n° 13.  
WURTZ (J.) : «Evolution des structures foncières entre 1900 et 1928 à Ambohi-boanjo» - *in Etudes Rurales* - Paris 1970 - n° 37-3839.  
VERIN (P.) : «L'agriculture en Imerina, il y a un siècle, d'après un manuscrit ancien» - *in Terre Malgache* - Tananarive - 1969 - n° 6.

Vu les techniques agricoles utilisées, il existe un équilibre entre les possibilités offertes par la terre et les besoins de la population ; les techniques étant adaptées aux nécessités de la production, elles limitent la dégradation des sols.

La division du travail est organisée dans le cadre de la parenté et l'entraide dans le travail correspond à l'idéologie du *fihavanana* (littéralement : harmonie dans la parenté) qui détermine les relations dans le village.

Dans cette société dont le but est la répétition, ou reproduction simple - assurer la survie du groupe - et non l'accumulation, il existe des mécanismes d'auto-régulation, en particulier le contrôle de la technique pour limiter la production de surplus et donc l'enrichissement individuel, ainsi que la destruction de surplus éventuels au cours des rites et des fêtes (1).

Sans chercher à idéaliser le fonctionnement de cette organisation économique - qui renferme aussi ses contradictions - on peut cependant en souligner l'équilibre et la cohérence.

Plusieurs phénomènes ont contribué à transformer le système socio-économique traditionnel à partir de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'abolition de l'esclavage, l'évangélisation, la scolarisation (2), ainsi que le renforcement du système des corvées et le paiement de l'impôt. Ce dernier en particulier a amené plusieurs membres du village d'Ambohitravoko - des chefs de famille et des jeunes - à partir pour de longues migrations à l'extérieur de l'Imerina jusque dans le Nord, le Sud, sur les côtes, car ils ne trouvaient pas sur place les ressources monétaires nécessaires au paiement de l'impôt. C'est ainsi que les plus vieux racontent qu'ils ont été collecter des bœufs dans la périphérie de l'île pour les vendre à Tananarive, qu'ils sont allés vendre des tissus ou d'autres produits sur les côtes. C'est après 1947 que ce type de migrations a cessé :

« après ça n'a plus été possible, car les côtiers sont devenus rusés ... ».

(1) voir : BATAILLE (G.) : *La part maudite, Essai d'économie générale* - Editions de Minuit - Paris - 1949.

RUDLOFF (M.) : *Economie politique du Tiers Monde* - Collection des cours et manuels de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Madagascar - Ed. Cujas - Paris - 1968 - 721 p.

SAMIR AMIN : *Le développement inégal* - Editions de Minuit - Paris - 1973 - 365 p.

(2) voir : RAISON (F.) : *Eglise et Ecole dans la société des Hauts Plateaux malgaches* 1861 - 1869 - Thèse en cours.

HUGON (Ph.) : *Economie et enseignement à Madagascar* - Etude IIEP - à paraître 1957 - 350 p.

Ce sont deux phénomènes essentiels qui ont bouleversé la cohérence du mode de production traditionnel et entraîné la destruction du système social : un phénomène interne, l'accroissement démographique, et un phénomène externe, l'introduction de la monnaie et la généralisation des rapports marchands. C'est autour de ces phénomènes que se fera notre analyse.

## 2 — LA FORMATION SOCIALE ACTUELLE

Elle est caractérisée par l'articulation de deux modes de production : le mode de production traditionnel dominé par la parenté et le mode de production introduit par la colonisation, dominé par le marché et l'argent.

En effet on ne peut pas dire qu'un système a fait place à l'autre, que les rapports de parenté ont fait place purement et simplement aux rapports marchands. Il y a articulation entre les deux systèmes.

Ce que nous voulons étudier ici c'est la façon dont s'articulent les deux modes de production ; comment se sont généralisés les rapports marchands sans pour autant détruire les rapports de parenté, mais au contraire en se greffant, en s'appuyant sur ces rapports de parenté ; comment la parenté a développé les rapports marchands pour se maintenir et se reproduire.

Avant d'aborder l'analyse de l'articulation des rapports de production, nous devons revenir sur un aspect essentiel de la problématique, celui de la parenté.

\*

\*                    \*

La parenté se caractérise d'abord comme une superstructure idéologique et institutionnelle ; en effet c'est ce qui apparaissait le plus nettement à travers les catégories, les thèmes évoqués par les membres de la société d'Ambohitravoko ; mais la parenté est-elle seulement une superstructure ? (1).

(1) Nous revoyons le lecteur à l'important débat entre différents auteurs, en particulier :  
REY (P.Ph.) : *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme* - Maspero - Paris - 1971 - 526 p.

REY (P.Ph.) : *Les alliances de classes* - Maspero - Paris - 1973 - 221 p.

MEILLASSOUX (C.) : *Op. cit.*

TERRAY (E.) : *Le marxisme devant les sociétés primitives* - Maspero - Paris - 1972 - 173 p.

GODELIER (M.) : *Rationalité et irrationalité en économie* - Maspero -

Voir aussi,

HUGON (Ph.) : *Cours d'analyse économique fondamentale* - 1<sup>ère</sup> année de Sciences économiques - Tananarive - 1972 - Multigraphié.

La parenté est la superstructure idéologique et institutionnelle de la société villageoise actuelle ; elle détermine la conception du monde et de la société, le système de valeurs, le système d'attitudes et de comportements ; elle est la base de l'organisation sociale et le fondement de l'organisation politique.

Mais la parenté est aussi l'infrastructure : c'est en fonction de la place dans la parenté que se fait l'accès aux moyens de production, ce sont les règles de parenté qui déterminent la division du travail, c'est la parenté qui définit les règles de la distribution et de la consommation des richesses. (1)

Une analyse plus approfondie de la formation sociale - à travers l'étude des forces productives et des rapports sociaux - permettra de voir comment s'opère l'articulation des rapports de parenté avec les rapports marchands : y a-t-il eu conflit ou bien création de nouveaux rapports sociaux ? L'argent a-t-il détruit, comme on l'a dit souvent, les rapports de parenté, ou bien les a-t-il transformés ?

\*

\*                      \*

#### A — LES FORCES PRODUCTIVES :

Quels sont les moyens de production et quelle population (force de travail) les utilise ?

a) *Les moyens de production* sont constitués essentiellement par la terre, les instruments de travail (outils), les objets de travail (engrais), les bœufs.

*La terre* qui est le moyen de production principal, a pour les paysans une valeur éminemment sociale et symbolique (2) ; cette considération pour la terre se manifeste surtout pour les rizières.

(1) Pour Emmanuel TERRAY il faut regarder les rapports de parenté concrets «comme le produit d'une triple détermination (l'instance économique, l'instance juridico-politique, l'instance idéologique) s'exerçant sur un substrat donné, comme l'effet commun de l'action sur ce substrat des trois instances du mode de production». (op. cit. p. 138).

(2) MANANDAFY (R.) : *Transformation sociales et actions de développement rural à Madagascar* - ENSA — Tananarive - Multigraphié.

«Aux yeux des villageois la terre n'est pas un moyen de production anonyme et substituable. C'est la terre des ancêtres (*tanindrazana*). C'est un moyen de production qui assure donc la continuité de la descendance à travers le tombeau, les terrains de culture et de pâturage, les rizières, etc...»

Les rizières ont été aménagées dans les bas fonds, constitués de sol alluvial, amené par les ruisseaux d'irrigation, et de sol colluvial, en provenance des versants. Aménagées il y a un siècle, elles sont à peu près identiques aujourd'hui. Tous les vallons sont bien irrigués et tous les recoins ont été utilisés.

La riziculture se pratique sous forme de culture intensive irriguée. Les techniques utilisées par la plupart des paysans sont les mêmes qu'au siècle dernier ; avec ces techniques anciennes il n'est guère possible d'améliorer les rendements ; ceux-ci sont en moyenne de 1,2 tonne à l'hectare à Ambohitravoko ; ils sont inférieurs à ceux que l'on enregistre sur les Hautes Terres : 1,6 tonne à 1,7 tonne.

Dans les exploitations où l'on pratique la riziculture améliorée le rendement passe à 2,100 tonnes, mais ce taux reste encore inférieur à celui des Hautes Terres en général, dans le cas de la riziculture améliorée : 2,5 tonnes à l'hectare.

La riziculture améliorée est pratiquée par près de la moitié des exploitants : 42% ; 23 % l'ont pratiquée avant mais l'ont abandonnée, 29 % ne l'ont jamais pratiquée. Parmi les différentes techniques de riziculture améliorée, 23 % des exploitants mettent de l'engrais sur les pépinières et 26 % sur toutes ou parties des rizières, mais 6 % seulement pratiquent le repiquage en ligne sur toutes les rizières, technique la plus représentative de la riziculture améliorée.

Lorsqu'on demande aux exploitants ce qu'ils pensent des rendements par la riziculture améliorée, la moitié d'entre eux, 52 % ne répondent pas ou disent ne pas savoir, tandis que 13 % seulement affirment remarquer des rendements nettement meilleurs qu'avant. On explique souvent (sans expliquer vraiment) ce désintérêt pour l'agriculture améliorée par des « raisons psychologiques » qui sont un « blocage » à la vulgarisation. On peut rapprocher ce désintérêt pour la riziculture améliorée de la relative désaffection - surtout des gens d'Ambohitravoko - pour le travail des rizières : c'est ce qui apparaît au vu des rendements, inférieurs à ceux des Hauts Plateaux ; les gens semblent faire le calcul suivant : plus de travail n'entraîne pas beaucoup plus de rendement ..., il vaut mieux aller chercher ailleurs des revenus plus substantiels. Cette désaffection est moins perceptible chez les *mainty* de Tsarazaza où les rendements sont légèrement supérieurs : pour eux la rizière est la source essentielle des moyens de subsistance.

Les *tanety*, aménagées sur des reliefs rajeunis, sont constituées de terres molles ; il s'agit d'un sol pauvre formé essentiellement de latérite.

Le sol, déjà peu fertile, se dégrade de plus en plus. C'est ainsi que Jérôme, moniteur agricole, fait remarquer :

« les gens se lamentent mais ils n'améliorent pas leur terre » ;  
 « autrefois le manioc était beau ; maintenant il n'y a qu'une petite production ; on compte seulement sur la pluie pour améliorer les *tanety* ».





Hervé explique également :

« autrefois la terre était riche, il n'y avait pas besoin d'engrais ; maintenant elle se dégrade ; on cultive « à la sauvette » (mambolimboly)... on fait semblant d'ignorer que la terre se dégrade, on ne respecte pas les courbes de niveau ; on peut encore tirer quelque chose de cette terre, alors pourquoi s'en inquiéter ? »

La dégradation des sols est liée à la poussée démographique : pour certains exploitants la terre est rare et ils n'ont pas le temps de mettre des parcelles en jachère et les méthodes de fertilisation sont rudimentaires ou inexistantes. De plus on ne respecte plus les courbes de niveau qui permettaient de limiter l'érosion ; pourtant cette technique était pratiquée il y a plusieurs années ; les plus vieux du village l'affirment et l'examen des photos aériennes le prouve.

On remarque pourtant une nette différence entre les grands propriétaires et les petits exploitants ; les possesseurs de nombreuses parcelles peuvent n'en cultiver qu'une partie et laisser les autres en jachère, en friche ou en forêt ; sur l'ensemble du terroir la moitié des terres est utilisable ; or, de ces terres utilisables, la moitié seulement (soit 1/4 du total) est effectivement mise en culture. La terre est rare seulement pour les petits exploitants, qui doivent cultiver les parcelles en laissant peu de temps au sol pour se reconstituer naturellement.

L'engrais, tel qu'il est utilisé, ne compense pas la dégradation des sols. Sur le *tanety* on pratique la fumure, tandis que l'engrais est réservé aux rizières. Un quart des exploitants utilise l'engrais : le niveau d'utilisation est donc peu élevé. (1)

Une différenciation entre les exploitants peut déjà être remarquée à propos de cet objet de travail qu'est l'engrais ; seuls les propriétaires de bœufs (qui sont pour la plupart les propriétaires de terres) peuvent pratiquer la fumure sur les *tanety*. L'année 1974 va accentuer cette différenciation ; en effet en raison de la crise pétrolière, il n'y a plus d'engrais chimique à Madagascar (et s'il y en a de nouveau ce sera à un prix beaucoup plus élevé) ; en conséquence l'engrais naturel (fumier), habituellement destiné aux cultures de *tanety*, sera utilisé pour la culture du riz, à l'avantage des propriétaires de rizières. On peut dire que l'une des conséquences de la crise pétrolière - le manque d'engrais chimique - va accentuer les rapports sociaux de domination au village.

L'*angady*, sorte de pelle-bêche, instrument de base dans le mode de production traditionnel, est encore adaptée au mode de production actuel, compte tenu du relief et de la nature des sols ; elle est utilisée pour retourner la terre ; pour les rizières les possesseurs de bœufs ont également recours au piétinage.



(1) Sur la fonction de l'engrais comme technologie dépendante - voir : DESJEUX D. - Despotisme Bureaucratique au Développement des Rapports Marchands à Madagascar (le cas du G.O.P.R.) - Thèse de 3<sup>e</sup> cycle - Paris V - EESSA - Université de Madagascar - 1975 - 447 p. Multig. (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> partie).

Sur les 28 exploitants un seul est propriétaire d'une charrue ; celle-ci pourrait être davantage utilisée si l'on considère que sur l'ensemble des Hautes Terres, un tiers des exploitants possède une charrue. On peut voir là un indice supplémentaire du peu d'intérêt manifesté par les gens d'Ambohitravoko à l'amélioration de la riziculture.

Cette attitude n'est pas la même qu'à Tsarazaza. A la question : « quelles sont les choses qui devraient être améliorées dans la région ? » les réponses marquent une différence d'attitudes ; à Ambohitravoko-centre un exploitant (sur 18) demande davantage de matériel de culture, tandis qu'à Tsarazaza ce souhait est exprimé par six exploitants (sur 10), ce qui marque un écart de 5 à 60 %.

*Les bœufs* sont à la fois un moyen de prestige, un moyen de placer l'épargne et un moyen de production ; ils sont utilisés pour le transport, la charrue, la fumure, le piétinage des rizières ; un quart seulement des exploitants utilisent leurs bœufs comme moyen de production.

Sur 21 ménages ayant une fosse ou un parc à bœufs, 16 seulement ont encore des bœufs et 10 en ont eu plus que maintenant. Cette diminution du nombre de bœufs est un signe d'appauvrissement en même temps qu'un signe d'inadaptation à l'organisation économique actuelle.

De cette analyse des moyens de production on peut déjà conclure qu'il existe un antagonisme entre les grands propriétaires de terres et les petits exploitants. Les propriétaires disposant de parcelles assez vastes et non morcellées, peuvent garder des terres en friche ou en forêt (utilisables pour le bois et le charbon de bois) et mettre leurs parcelles en jachère selon un cycle permettant aux sols de se reconstituer ; disposant de bœufs, ils peuvent pratiquer la fumure sur les *tanety* ou sur les rizières en cas de manque d'engrais. Les petits exploitants cultivent des parcelles petites et morcellées ; ne pouvant pratiquer la jachère selon un cycle normal et ne pouvant améliorer les sols par la fumure, ils voient leurs terres se dégrader et leur production diminuer. Cet antagonisme est apparu de façon plus aigüe au cours de l'année 1974.

On peut maintenant se demander comment sont combinés la force de travail et les moyens de productions ?

b) Les 32 ménages habitant le village d'Ambohitravoko-centre et la hameau de Tsarazaza constituent une *population totale* de 204 personnes.

Sur les 32 chefs de famille, 28 se déclarent exploitants agricoles ; toutes les épouses, même celles de non exploitants, peuvent être considérées comme force de travail, puisqu'elles participent toutes au travail de production ; la population active est constituée par les jeunes de plus de 15 ans et les adultes jusqu'à 70 ans.

Il faut signaler cependant que les enfants participent partiellement à la production, par exemple dans la surveillance des rizières pour les protéger des oiseaux pré-

dateurs, la garde des bœufs, le transport des gerbes de riz ; de même les vieux de plus de 70 ans sont encore relativement actifs, par exemple dans le travail sur *tanety*.

Le pyramide des âges nous indique que 50 % de la population est âgée de moins de 15 ans (55 % à Tsarazaza) et 3 % de plus de 70 ans ; la population active qui est de 47 % doit donc supporter le poids d'une population inactive assez importante : 53 % (58 % à Tsarazaza).

Parmi les chefs de famille, 25 % sont âgés de moins de 35 ans,  
75 % sont âgés de plus de 33 ans,  
dont 20 % de plus de 65 ans.

La moyenne d'âge des chefs de famille est donc assez élevée.

Sur le plan qualitatif on remarque une nette différence entre Ambohitravoko - centre et Tsarazaza :

à Ambohitravoko 16 % des chefs de famille sont illétrés,  
84 % " " " " " alphabétisés,  
alors qu'à Tsarazaza 40 % des chefs de famille sont illétrés,  
60 % " " " " " alphabétisés.

Le niveau d'instruction des chefs de famille d'Ambohitravoko est assez élevé, tandis que celui des chefs de famille de Tsarazaza est comparable au niveau d'instruction des régions périphériques de Madagascar.

Le pyramide des âges nous indique aussi que les jeunes de 15 à 20 ans partent nombreux ; ils reviennent au village au moment du mariage et tentent de s'y installer. Le décrochage à partir de 25 à 30 ans correspond à la période avant 1948, où la population était assez équilibrée ; il signifie aussi qu'un certain nombre de ceux de 25 à 30 ans sont repartis à l'extérieur, momentanément ou définitivement.

La population féminine est plus stable jusqu'à l'âge d'environ 20 ans, âge auquel elles partent se marier à l'extérieur ; le nombre de celles qui les remplacent au village, en venant s'y marier, est moins élevé ; en effet le nombre de jeunes qui partent à l'extérieur est plus élevé que le nombre de ceux qui s'implantent au village.

Sur le plan démographique la population a été assez stable jusqu'en 1947-1948 ; les décès étaient compensés par les naissances. Après les événements de 1947, Madagascar a enregistré une forte poussée démographique ; au village il y a eu peu de décès du fait de la rébellion, mais des hommes ont quitté momentanément le village ; leur retour à Ambohitravoko et le rétablissement de la paix ont entraîné une sensible poussée démographique. De plus, des gens de l'extérieur sont venus se réfugier à Ambohitravoko et s'y sont installés ; c'est à partir de 1948-1950 que l'équilibre démographique a été rompu.

Il faut ajouter que c'est à cette époque que des gens d'Ambohitravoko ont cessé

ver au village les moyens de subsistance ; ce fait a accentué le déséquilibre démographique provoqué par les deux phénomènes évoqués plus haut ; la poussée démographique et l'arrivée de populations nouvelles à la suite du soulèvement de 1947.

\*

\*                      \*

La situation actuelle est donc caractérisée par un déséquilibre entre la population et les possibilités qu'offre la terre. Pour étayer cette affirmation nous nous appuyerons sur deux chiffres : le taux de densité de la population et le taux de productivité rizicole par rapport aux besoins.

*Densité de la population* : la superficie totale du terroir est de 45,80 hectares pour une population de 204 personnes ; la densité de la population est de 446 personnes au Km<sup>2</sup>, ce qui est le taux de la plaine de Tananarive, un taux assez élevé (1).

Compte tenu des techniques traditionnelles et des possibilités du sol, une famille de sept personnes (chiffre moyen au village) devrait pouvoir disposer au minimum de 2 hectares ; or actuellement chaque famille dispose de 1,50 hectare en moyenne (le chiffre est bien inférieur pour les petits exploitants).

L'équilibre entre la population et la terre existait en 1948 : 124 personnes habitaient le village d'Ambohitravoko à ce moment là. C'est à partir de cette date que l'équilibre a été rompu.

*La comparaison entre la production de riz et les besoins de la population est encore plus significative.*

Le minimum vital pour une personne adulte est de 200 kilos de paddy par an, ce qui, pour une famille de 7 personnes, donne 1 100 kilos par an.

En culture traditionnelle dégradée et vu le taux de productivité actuel, une famille de 7 personnes devrait disposer de 65 ares (ou de 50 ares dans un système traditionnel cohérent) pour couvrir ses besoins minimum ; or la superficie de toutes les rizières étant de 6,15 hectares, une famille dispose en fait de 20 ares ; il faut ajouter que seulement 6 exploitants (21 %) approchent de ce chiffre (65 ares) considéré comme minimum, puisqu'ils disposent de plus de 36 ares de rizières (2). L'écart est donc considérable entre les besoins vitaux et les possibilités réelles qu'offre la terre.

- (1) Ce taux est aussi celui que l'on connaît dans le Sud-Est asiatique, la plaine de Cochinchine par exemple, considérée comme surpeuplée.
- (2) Sur ces 6 exploitants, 4 n'ont pas besoin d'acheter de riz à la période de soudure, 2 doivent en acheter un peu.

Depuis les années 1948-1950, la contradiction interne à la structure - entre la force de travail et les moyens de production - va donc en s'accroissant ; l'incohérence se traduit par la dégradation des sols, la rareté des terres et le morcellement des parcelles, qui ont pour conséquence de bloquer les techniques dans leur état traditionnel : la production régresse et ne répond plus aux besoins de la population.

La contradiction entre forces productives et moyens de production exprime en réalité une opposition entre propriétaires fonciers et force de travail qui constituent les rapports sociaux.

#### B - LES RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION.

Dans cette société agraire, où l'activité de production s'effectue dans trois domaines principaux, les rizières, les *tanety*, la forêt, les rapports sociaux de productions se nouent essentiellement à partir de la propriété de la terre.

Le système de parenté détermine le mode d'appropriation des terres, à partir duquel seront définis le mode de faire valoir des terres et le statut des exploitants ; le même système établit la division du travail ainsi que la répartition du produit social. L'étude de ces trois points permettra d'analyser les relations entre les rapports de parenté et les rapports marchands, autrement dit, l'articulation entre le mode de production traditionnel et le mode de production capitaliste.

a) *Le mode d'accès à la terre* doit être resitué dans la logique du système de parenté : l'ordre de naissance, la place dans la parenté, déterminent l'ordre dans lequel sont appropriées les terres ; les grands *ray aman-dreny*, aînés des groupes de parenté, sont donc propriétaires de la majorité des terres ; ils contrôlent la transmission des héritages et font parfois appel au *fanjakana* (justice, police) pour renforcer leur contrôle sur les terres.

#### *Inégalités dans la répartition des terres.*

Pour l'ensemble des terres :

20 chefs de ménage (69 %) sont propriétaires de 38 % des superficies, soit une superficie moyenne de 0,88 hectare par famille.

9 chefs de ménage (31 %) sont propriétaires de 62 % des superficies, soit une superficie moyenne de 3,27 hectares par famille.

Parmi ces derniers, 4 chefs de ménage (14 %) possèdent 41 % des superficies, soit 4,36 hectares en moyenne par famille.

Le clivage s'effectue entre le groupe des vingt chefs de ménage possédant moins de 1,96 hectare chacun et le groupe des 9 possédant plus de 1,96 hectare chacun ; seuls ces chefs de famille possèdent donc plus de 2 hectares, surface considérée comme minimum pour la subsistance d'une famille dans ce type de terroir. Il faut ajouter que parmi les petits propriétaires, 4 d'entre eux (14 %) ne possèdent que 0,16 hectare ; enfin il y en a 3 qui n'ont pas du tout de propriété agricole.

En ce qui concerne les rizières, la différenciation est plus grande encore :  
 5 exploitants (17 %) n'ont pas de rizières,  
 11 exploitants (38 %) possèdent 18 % des rizières (de moins de 0,15 hectares) .  
 13 exploitants (45 %) possèdent 81 % des rizières ;  
 dont 3 exploitants (10 %) en possèdent 34 % (soit plus de 0,36 hectare en moyenne)

L'écart est donc considérable entre ceux qui ne possèdent pas de terres ou qui en possèdent très peu et les 4 grands *ray aman-dreny*. aînés de chaque groupe de parenté, qui sont propriétaires de près de la moitié des terres. Les cadets sont des paysans sans terres et tous les jeunes, quelle que soit la famille à laquelle ils appartiennent, n'ont aucun accès aux moyens de production. Cet état de choses est accentué par le phénomène de rachat des terres par des citadins, phénomène pour le moment exceptionnel, mais qui va en s'accroissant. Les terres ainsi rachetées sont remises en métayage à des exploitants du village.

Cette répartition des terres va entraîner certains type de mise en valeur des terres.

*Mode de faire valoir des terres.*

Pour les rizières : le faire valoir direct est pratiqué sur 65 % des superficies.

le métayage	"	"	"	30 %	"	"
le prêt	"	"	"	5 %	"	"

Pour les *tanety* : le faire valoir direct est pratiqué sur 60 % des superficies.

le métayage	"	"	"	2 %	"	"
le prêt	"	"	"	38 %	"	"

Sur les rizières on pratique, autant que possible, le faire valoir direct ; seuls les grands propriétaires sont amenés à mettre en métayage une partie de leurs rizières ; le métayer doit donner au propriétaire un tiers, ou la moitié (selon que la rizière est de bonne qualité, proche ou éloignée du village, etc...) de la récolte de paddy. Le prêt d'une rizière est exceptionnel.

Sur les *tanety* par contre le prêt est très courant : les aînés mettent à la disposition des cadets des parcelles à cultiver, normalement sans contre partie, mais l'emprunt de terres marque la dépendance des cadets vis-à-vis des aînés qui leur permettent ainsi de subsister. La plupart des terres empruntées sont des terres indivises, éloignées ou difficiles ; souvent elles doivent être défrichées avant d'être utilisées.

On remarque que le faire valoir indirect diminue, les gros exploitants préférant cultiver leurs terres directement, en utilisant des salariés.

Le mode de répartition des terres entraîne une très grande différenciation entre les exploitants :

*Statut des exploitants.*

Pour les rizières, 43 % des exploitants sont entièrement propriétaires de leurs terres ; 25 % sont partiellement propriétaires et doivent prendre des terres en métayage ou en emprunt ; 32 % ne possèdent aucune rizière et sont métayers ou emprunteurs sur la totalité des terres qu'ils exploitent.

Pour l'ensemble des terres, si l'on analyse la structure des exploitants agricoles, on remarque que :

22 exploitants (69 %) travaillent sur 22 % des superficies, ce qui donne des exploitations de 0,45 hectare en moyenne ;  
6 exploitants (19 %) contrôlent 78 % des superficies ; les exploitations sont alors de 5,96 hectares en moyenne.

Cet écart entre les exploitations - de 0,45 à 5,96 hectares manifeste clairement la très grande différenciation entre les exploitants.

Non seulement les aînés sont les propriétaires les plus importants, mais ils disposent des surfaces composées de parcelles les moins morcelées, avec l'assurance de la meilleure rentabilité et des plus favorables possibilités d'extension.

Les cadets du fait de l'insuffisance des terres et de l'inégalité de la répartition - sont amenés à travailler comme métayers ou salariés sur les terres de leurs aînés. Ces derniers bénéficient ainsi d'une réserve de main-d'œuvre importante et disponible pour faire fructifier leurs terres et dégager un surplus grâce à la rente foncière et le salariat. C'est ce que confirmeront l'étude de la division du travail, puis l'étude de la répartition du fruit de la production.

b) *La division du travail.*

Le tableau ci-dessous indique, pour la moyenne des exploitations, le nombre de journées de travail annuel de chacun des membres de la famille, ainsi que des membres extérieurs, sur les rizières et sur les *tanety* ; (le premier chiffre indique le nombre de journées de travail pour chaque catégorie, le second chiffre, le pourcentage du travail effectué par chaque catégorie par rapport au nombre total de journées de travail passées sur les rizières ou les *tanety*).

	Chef de famille	Femme	Enfants	Salariés	Entraide
RIZIERES	23 - 24 %	20 1/2 - 21 %	42 1/2 - 38 %	11 - 9 %	10 1/2 - 8 %
TANETY	27 - 25 %	48 1/2 - 44 %	37 1/2 - 22 %	23 - 7 %	6 1/2 - 20 %

Il apparaît que les chefs de famille assurent en moyenne le quart du travail aussi bien sur les rizières que sur les *tanety* ; mais il faut moduler cette moyenne, car les aînés passent plus de temps sur leurs propres terres, tandis que les cadets doivent assurer un nombre plus important de jours de salariat.

Les femmes fournissent un cinquième du travail sur les rizières, mais près de la moitié sur les *tanety* ; en effet, si l'homme défriche et laboure, la femme doit assurer les fumures, les plantations, l'entretien et les récoltes.

Dans le cas des épouses, femmes de salariés, le travail sur *tanety* est assuré presque entièrement par elles (et les enfants) et l'on voit même quelquefois des femmes manier l'*angady* pour retourner la terre, travail habituellement réservé aux hommes.

Les enfants (1) fournissent 38 % du travail sur les rizières (y compris le travail de protection contre les oiseaux prédateurs) et 22 % sur les *tanety* ; ils constituent une main-d'œuvre importante, disponible à tout moment.

On remarque en fin de compte que les femmes fournissent plus de travail agricole sur les exploitations familiales que les chefs de ménage ; ceux-ci ne passent en moyenne que 50 jours sur leur exploitation, soit le quart du temps de travail (2).

L'entraide représente seulement 8 % du travail sur rizière et 21 % sur *tanety* ; elle est toujours pratiquée, mais à titre symbolique, pour rappeler l'appartenance à un même groupe de parenté ou marquer la dépendance et la reconnaissance vis-à-vis de celui qui les a prêtées (3).

Lorsque deux personnes (généralement du même groupe) s'entraident, le premier jour est gratuit, à titre d'échange ; les jours suivants sont payés, cent vingt cinq francs par jour pour les femmes, cent cinquante francs par jour pour les hommes ; s'y ajoute un bon repas avec viande à la fin de la journée. On remercie beaucoup le salarié comme on le faisait lorsque c'était de l'entraide.

(1) Au sens de descendant et non de catégorie d'âge.

(2) On évalue à 200 le nombre de jours de travail effectif, les autres jours de l'année sont des jours fériés (dimanche, jours de fêtes légales), des jours de fêtes rituelles (mariages, *famadihana*, etc...), des jours de marché (1 ou 2 par semaine), des journées consacrées aux visites familiales, aux démarches administratives, sanitaires, etc...

(3) On remarque en effet que certain utilisent plus d'entraide qu'ils n'en fournissent eux-mêmes.



L'entraide est de moins en moins importante et elle fait place au salariat ; comme le dit Hervé, «c'est plus pratique et ça crée moins de problème» ;

Augustin explique lui aussi :

«si quelqu'un vous demande de l'entraide vous êtes obligé de l'aider toute la journée ; mais depuis 1950 les gens ont un peu d'épargne et ils préfèrent embaucher des salariés».

Le travail des salariés sur les exploitations représente près de 10 % du travail total ; ce chiffre est une moyenne et il faut préciser que certains exploitants utilisent jusqu'à 30 % de main-d'œuvre salariée (par rapport à l'ensemble du travail fourni), alors que d'autres n'utilisent jamais de salariés et vont eux-même travailler sur les exploitations voisines.

Ce salariat sur place est celui qu'on appelle *fiavelomana* (c'est-à-dire le «gagne pain», ce qui permet de subsister), salariat de type ancien ; on ne doit pas le confondre avec le salariat à l'extérieur, agricole, mais surtout non agricole : menuiserie, maçonnerie, etc... plus rémunérateur ; en effet on emploie la même expression pour ces deux types d'activité : *mahita karama* («chercher une activité payée»).

Ceux qui assurent le salariat sur place, sur les exploitations des *ray aman-dreny*, des aînés, sont ceux qui ont une place inférieure dans l'organisation sociale : soit dans le système hiérarchique des castes, les *mainty* de Tsarazaza (1) ; soit dans le système hiérarchique de parenté, les cadets ; dans le système hiérarchique d'âges, les jeunes, les enfants ; ou dans le système hiérarchique entre sexes, les femmes. Ce sont ceux qui au village n'ont pas de terres, ou des terres insuffisantes et sont toujours à cours d'argent : des *mainty*, des jeunes issus de famille nombreuse des femmes seules : veuves, divorcées ou séparées provisoirement.

Ceux qui le peuvent, préfèrent utiliser cette main-d'œuvre bon marché et dégager ainsi du temps pour aller s'engager eux-même dans d'autres tâches, exploitation du bois, fabrication du charbon, ou activités à l'extérieur, bien mieux rémunérées (soit de 250 à 450 francs par jour) ; ils peuvent ainsi dégager un léger surplus.

Augustin, par exemple, a encouragé Marie, son épouse, à utiliser un salarié pour l'aider dans son travail de culture sur les *tanety* ; il peut alors partir souvent, pour toute la journée, travailler à des constructions de résidences au bord du lac de Mantasoa (à 4 kilomètres au sud) ; c'est ainsi que, après de nombreuses journées de travail de ce type, il a pu obtenir une épargne suffisante - ajoutée au fruit de la vente de ses bœufs et de son matériel agricole - pour acquérir un camion en vue de faire du transport de charbon vers la ville.

(1) On remarque que les *mainty* qui, comme nous l'avons dit, sont des descendants d'esclaves, vont s'engager «de préférence» chez les descendants de leurs anciens maîtres du siècle *drenier* ; ils continuent à manifester vis-à-vis de ceux-ci une certaine dépendance.

Le jeune Ro... (âgé de 19 ans) fait lui même appel à des salariés *mainly* du hameau Est, pour travailler une petite parcelle qu'il a empruntée ; il y engage aussi ses sœurs cadettes (à un tarif inférieur) ; il peut ainsi avoir du temps pour aller vendre quelques produits au bord de la route, circuler en vélo dans la région ; il peut aussi se rendre à Tananarive à la recherche d'un mythique travail, ou attendre son prochain emploi, « bien payé, paraît-il... »

C'est ainsi que les trois quarts des chefs de famille s'engagent comme salariés à l'intérieur ou à l'extérieur du village. En 1972, sur 27 exploitants,

7 ne se sont pas du tout salariés,  
16 ont pratiqué des activités agricoles salariées,  
13 ont pratiqué des activités non agricoles salariées.

Ceci nous permet de constater que les trois quarts des exploitants d'Ambohitravoko sont des « paysans-salariés ».

\*

\*

\*

La division sociale du travail conséquence du mode d'appropriation des moyens de production, détermine les rapports sociaux internes au système villageois ; ces rapports sociaux sont caractérisés par l'antagonisme de plus en plus marqué entre les propriétaires des moyens de production et ceux qui n'ont pas eu accès aux moyens de production, les métayers et les salariés. Les propriétaires tirent une rente foncière des terres mises à la disposition des métayers et peuvent dégager un surplus grâce à l'emploi de salariés.

Cet antagonisme marque une deuxième contradiction infrastructurelle.

Il faut ajouter que ceux qui disposent d'une importante main-d'œuvre familiale, ou qui peuvent employer des salariés, se libèrent ainsi des activités agricoles au village et peuvent s'engager dans des tâches plus rémunératrices en dehors du village ; ils participent alors aux rapports sociaux externes.

Le triple phénomène marqué par la participation de plus en plus importante des femmes au travail de production, le développement du salariat, l'intérêt de plus en plus grand manifesté pour les activités extérieures, peut expliquer la relative désaffection des paysans d'Ambohitravoko, désaffection déjà évoquée plus haut, pour la production agricole.

On a donc au village trois groupes assez distincts :

— les *ray aman-dreny* propriétaires de terres, qui trouvent au village les moyens de subsistance, tirent de leur terre une importante rente foncière et peuvent pratiquer des activités para-agricoles (bois, charbon) ou spéculatives ;



— des aînés, partiellement propriétaires, qui disposent de main-d'œuvre, (familiale ou salariée) sur place et peuvent chercher des ressources plus importantes par le salariat à l'extérieur, (ils participent au système de rapports sociaux externes).

— des paysans sans terre, des *mainy*, des femmes, des jeunes (1) qui ont un statut social et économique de dépendance : ils assurent le salariat sur place.

Ces trois catégories constituent en fait deux groupes sociaux antagonistes : les *ray aman-dreny* (propriétaires) et les aînés (partiellement propriétaires et salariés à l'extérieur) utilisent à leur profit le travail de ceux qui, ayant un statut inférieur, dans la parenté (cadets, femmes) et l'organisation sociale (*mainy*), sont séparés des moyens de production et vendent leur force de travail. Les rapports de parenté se transforment en rapport d'exploitation.

De plus, dans ce système d'exploitation, les salariés reconstituent uniquement leur force de travail, tandis que les possesseurs de terres et utilisateurs de main-d'œuvre participent au processus d'enrichissement : c'est ce que devrait montrer l'étude du mode de répartition des fruits de la production.

### c) *Rapports sociaux de répartition*

Dans le système traditionnel la répartition se faisait à l'intérieur de la parenté ; le système d'autorégulation empêchait les processus d'accumulation et si celle-ci existait elle était détruite par la consommation ostentatoire ou rituelle ; l'introduction de la monnaie a transformé le mode de répartition.

Dans la formation sociale actuelle, une partie du produit social est affecté à la satisfaction des besoins primaires, une partie est affectée à l'accumulation. L'étude des rapports sociaux sera complétée par l'analyse de la place des différents groupes dans cette répartition.

1 — *Le revenu du travail* est d'abord affecté à la satisfaction des besoins primaires : ce revenu correspond au minimum vital constitué par la nourriture et les vêtements ; à cela s'ajoutent des dépenses diverses, des dépenses minimum pour l'exploitation, des dépenses pour la participation aux fêtes et aux cérémonies familiales.

Si on additionne les différentes sommes minima dépensées en moyenne par famille et par an, on peut évaluer le minimum vital à environ 25 ou 30 000 FMG pour une famille de 7 personnes ; il s'agit du revenu minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail. Dans ces conditions, aucune dépense ne peut être faite pour l'amélioration de l'habitat ou de l'exploitation. Ce revenu de survie est celui de cinq ou six familles (22 %) : ce sont celles que l'on considère au village «comme étant de plus en plus pauvres».

(1) La plupart des jeunes tenteront d'échapper à ce système en s'engageant comme salariés en ville.

Le revenu moyen qui permet de vivre «normalement» - avec par exemple un ou deux repas avec viande par semaine, 4 à 5 000 FMG de dépenses pour l'exploitation - se situe entre 50 et 75 000 FMG ; ce revenu ne permet pas cependant l'accumulation ; 9 familles (33 %) sont dans ce cas.

C'est seulement au-dessus de 75 000 FMG de revenu annuel que l'on peut considérer que les exploitants ont dégagé un surplus ; c'est le cas de 13 exploitants (15 %) parmi ceux-ci, 5 (19 %) ont eu un revenu de plus de 140 000 FMG, ce qui permet de réaliser une véritable accumulation de capital (1).

L'écart entre les revenus est donc considérable, puisqu'il varie de 25 000 FMG à plus de 140 000 FMG (2).

Cette différenciation sociale par l'argent se manifeste concrètement au moment de la soudure (Août-Septembre à Février), dans l'attente de la nouvelle récolte ; cette période peut, bien sûr, s'étaler sur plusieurs mois pour les petits exploitants ou être très courte pour les quelques riches propriétaires. Au cours de cette période on apprend chaque jour au village que : «Rabesoa n'a plus du tout de riz depuis hier soir... » ; «Razafy va épuiser ses réserves cette semaine... » ; «Ramaza pense devoir acheter deux sacs de riz jusqu'à la fin de la soudure... » ; «Savez-vous que Randria avait encore du riz dans son grenier quand il a commencé la nouvelle récolte ? ...»

C'est ainsi que, tout au long du calendrier, se manifeste la différenciation sociale au village. C'est aussi l'un des signes qui permet aux jeunes en particulier de distinguer ceux qui deviennent de plus en plus pauvres de ceux qui «s'enrichissent», que l'on admire et que l'on envie.

## 2 — Quels sont les processus d'enrichissement et à quoi sont affectés les surplus ?

Comme nous l'avons montré, la différenciation sociale fondée sur la parenté et la propriété des terres, favorise le processus de différenciation fondé sur l'acquisition de surplus monétaire (3) ; l'enrichissement se fait à partir de plusieurs types d'activités, qui toutes sont permises grâce à la rente foncière et à l'utilisation de main-d'œuvre salariée :

- activités agricoles,
- activités agricoles «spéculatives»,
- activités para-agricoles,
- activités salariées à l'extérieur, dans la région.

- (1) Il est probable que les revenus les plus élevés ont été minorés par les intéressés.
- (2) Ces revenus élevés font monter le chiffre moyen des revenus par famille à 88 000 FMG ; ce chiffre n'est évidemment pas significatif pour les 55 % d'exploitants qui disposent de moins de 75 000 FMG.
- (3) Le salariat sur place ne permet pas de dégager un surplus ; c'est uniquement un salariat *fiavelomana*, pour subsister, comme nous l'avons dit précédemment.

Les propriétaires qui exploitent des surfaces relativement importantes et qui utilisent des salariés peuvent dégager un surplus en vendant du riz et des produits de cultures de *tanety* ; parmi eux, 11 % des exploitants ont vendu en 1972 de 5 000 à 20 000 FMG de produits agricoles, 4 % en ont vendu pour plus de 20 000 FMG.

Les activités agricoles « spéculatives » sont essentiellement l'élevage de bœufs, (Rakoto... est propriétaire de six bœufs, gardés par d'autres membres du village) et l'élevage de porcs. Les éleveurs sont tous propriétaires de leurs terres et utilisent de temps en temps des salariés ; 41 % des exploitants ont vendu en 1972 pour plus de 10 000 FMG de produits d'élevage.

Deux propriétaires se sont enrichis en pratiquant des activités para-agricoles et en employant des salariés. Andrianantoandro dont on a déjà décrit la très grande activité, fabrique aussi du charbon de bois, « même la nuit et le dimanche », disent les gens ; étant sans descendance il a employé tour à tour plusieurs de ses neveux et nièces pour s'occuper des cultures ou des soins aux bœufs (1).

Ratelo... n'a qu'une fille, mais des neveux et nièces ont toujours travaillé chez lui ; il a pu, il y a déjà quelques années, acheter un camion, puis un deuxième pour le transport du bois et du charbon ; « il sait bien faire travailler les salariés », dit-on de lui.

Un membre du même groupe a suivi, avant lui, le même processus ; une fois enrichi il s'est fait construire une grande case au village et s'est installé à la ville. Maintenant que les mécanismes d'autorégulation, en particulier pour limiter l'enrichissement exagéré d'un membre du *fokonolona*, n'existent plus, Ratelo... peut rester au village, même si on le considère comme étant un peu à part dans la communauté.

L'acquisition de profits importants par un exploitant du village, grâce à des activités salariées extérieures dans la région (2), est exceptionnelle ; on a déjà évoqué le cas d'A... exploitant non propriétaire de terres, qui grâce à son savoir faire, l'aide de son épouse, et l'utilisation fréquente de salariés, a su accumuler en quelques mois le capital nécessaire à l'achat d'un camion en copropriété, puis (6 mois après), à titre individuel. Ces activités extérieures peuvent cependant représenter, pour certains chefs de famille, jusqu'à 50 % des ressources.

Les quatre types d'activités que l'on vient d'évoquer ont permis, grâce à la possession du capital foncier et à l'utilisation de main-d'œuvre, une première accumulation de capital. Cette accumulation est surtout productive, mais c'est aussi une accumulation consummative.

- (1) Il n'a pas été possible d'évaluer les bénéfices apportés par la fabrication et la vente du charbon de bois.
- (2) Ne pas confondre avec les salariés partis à la ville pour des migrations de longue durée ou définitives, dont on parlera au chapitre VI.

La plus grosse partie du surplus est affectée à l'*accumulation productive*, en particulier pour l'acquisition de terres, l'achat de bœufs, l'achat d'engrais ou de matériel agricole, l'utilisation plus importante de salariés (achat de force de travail).

— L'acquisition de terres : c'est le premier achat auquel pense le possesseur d'épargne ; c'est rare que des terres, surtout des rizières, soient à vendre : aucune vente n'a eu lieu en 1971 et en 1972. Lors de ventes de terres, les petits exploitants se trouvent évidemment très démunis par rapport aux gros propriétaires (« qui les achètent pour leur famille»), ou aux riches citadins.

— L'achat d'un bœuf reste un achat privilégié, en raison du prestige qui est attaché à la possession de bœufs ; mais c'est surtout un achat productif, pour le transport, le piétinage, la fumure, le labour, l'embouche.

Si en 1972, 59 % des exploitants n'ont pas pu acquérir un bœuf, 30 % ont dépensé jusqu'à 25 000 FMG et 11 % plus de 25 000 FMG, pour l'achat de bétail. La somme totale consacrée à l'achat de bétail s'est élevée en 1972 à 275 000 FMG pour l'ensemble du village.

— L'acquisition de matériel ou de produits pour l'amélioration des cultures est dans l'ensemble relativement peu importante. C'est, comme nous l'avons dit, un signe de désaffection pour la production agricole. Cependant si certains exploitants ne dépensent rien à cet effet, d'autres (37 %) dépensent plus de 6 000 FMG pour l'achat de matériel ou de produits : ces achats sont constitués par quelques sacs d'engrais pour les pépinières et les rizières. La moyenne des dépenses pour l'amélioration des cultures et de l'élevage n'est que de 3 200 FMG par ménage.

— Le montant des dépenses pour le paiement de salariés se situe dans le même ordre de grandeur ; 15 chefs d'exploitation (55 %) ont recours à l'utilisation de salariés agricoles et dépensent en moyenne 2 100 FMG. Environ 8 % du travail sur rizières et *tanety* est assuré par des salariés et 14 % par l'entraide, mais ces chiffres ont tendance à se rapprocher et vont être inversés dans les années à venir. Les dépenses pour le salariat ont nettement tendance à augmenter.

Si on considère l'ensemble des dépenses pour l'exploitation, 8 chefs de famille (30 %) ont pu dépenser plus de 20 000 FMG : ce chiffre représente alors le revenu d'une famille « en survie » (le revenu est entièrement affecté à la satisfaction des besoins primaires).

Un autre chiffre montre l'écart entre les exploitants : 48 % d'entre eux affectent moins de 60 % de leurs dépenses annuelles, pour leur exploitation, alors que 33 % peuvent y consacrer 39 % (et plus parfois) de leur revenu annuel.

On peut considérer que ce sont les 7 ou 8 exploitants (30 %) les plus riches en terres et les plus utilisateurs de main-d'œuvre qui peuvent vraiment dégager un surplus important et réaliser une véritable accumulation productive de capital.

Une partie du surplus est affectée également à l'accumulation consommative.

L'accumulation de prestige s'effectue surtout dans l'achat de bœufs ; si, dans le cadre de l'économie marchande, le bœuf est essentiellement un moyen de production, la possession de bœufs reste, dans le cadre du système villageois, un signe de prestige ; elle affirme le statut des *ray aman-dreny*, aînés de groupes de parenté . Ainsi Rakoto... possède-t-il 6 bœufs, gardés par ses fils ou par d'autres membres du village.

C'est aussi aux aînés que revient le privilège de garder l'épargne réalisée par les plus jeunes des cadets, ceux qui ne sont pas encore installés comme exploitants ; cette épargne est normalement investie dans l'achat de bœufs (1). Cette pratique n'est pas sans rappeler le système ancien, dans lequel les aînés contrôlaient les biens de prestige.

Pour les plus jeunes, la possession de bœufs est avec la possession d'une maison, le signe de l'autonomie et de l'indépendance économique.

Une partie du surplus est affectée à la reproduction de la superstructure idéologique et institutionnelle interne au système villageois : c'est, d'une part, la participation aux charges du *fokonolona* et au *dinam-pokonolona*, sorte de contrat de solidarité du *fokonolona* envers ses membres et des membres entre eux (de l'ordre de 100 à 300 FMG par an, par famille) ; c'est, d'autre part, la participation aux rites et aux fêtes marquant les événements de la vie de chaque groupe et rappelant la permanence du système social et culturel. Ces dépenses ont été de 1 500 FMG en moyenne, par famille, en 1972 (soit de 3 à 5 % du total des dépenses) ; elles sont beaucoup moins importantes qu'on ne le croit en général (2), ou en tout cas, moins élevées que dans d'autres régions de Madagascar. Le faible niveau de ces dépenses rituelles à Ambohitravoko peut être interprété comme un signe de destructuration du système villageois et de son intégration dans le système de l'économie marchande.

Il faut ajouter à cela les dépenses occasionnées lors des visites aux *mpanao fanafody* (guérisseurs) et aux *mpisikidy* et *mpanandro* (devins) : ces derniers doivent être consultés lorsqu'on décide de commencer les récoltes ou de construire une maison par exemple. Ces dépenses - bien qu'elles soient difficiles à évaluer - peuvent être de l'ordre de 1 000 à 2 000 FMG en moyenne par famille.

● La part du surplus affectée à la reproduction de la superstructure idéologique et institutionnelle extérieure au système villageois est beaucoup plus conséquente ; ces dépenses sont constituées par les cotisations pour les partis politiques, le *fanjakana*, l'école, les *fiangonana* (églises).

- (1) Il arrive souvent que cette épargne soit accaparée par les parents, qui omettent d'acheter les bœufs.
- (2) Les dépenses pour la construction de tombeaux ou les *famadihana* (retournement des morts), sont considérés par les gens de la ville et les experts étrangers, comme des « dépenses ostentatoires qui constituent des blocages au développement économique ». Elles sont loin d'être une forme importante de destruction du surplus.

Pour les partis politiques (surtout pour le PSD, parti au pouvoir), les *ray amandreny*, les nouveaux notables, les « riches », mais aussi ceux qui peuvent en avoir besoin, achètent la carte et donnent également leurs contributions lors des collectes diverses, par exemple pour payer les frais de troupes de *mpilalao* (conteurs, danseurs) ou de *mpihira gasy* (chanteurs de chansons traditionnelles malgaches), venues animer les kermesses dans la sous-préfecture.

Pour le *fanjakana* chaque homme de plus de 18 ans doit payer l'impôt par tête, soit à peu près 2 500 FMG par an (1) ; à cela s'ajoutent les diverses « gratifications » que l'on doit donner aux fonctionnaires pour services rendus (2).

Les dépenses *scolaires* sont occasionnées par la construction de l'école, l'entretien des classes et du logement de l'instituteur, le paiement des fournitures, la participation aux fêtes des écoles, etc... La dépense moyenne pour une famille ayant des enfants d'âge scolaire est de 1 400 FMG par an.

Les contributions pour le fonctionnement des *fiangonana* (églises) sont assez conséquentes pour les 21 familles (71 % des ménages) qui fréquentent le temple d'Antanimarina ou l'église d'Andriambazaha.

Outre le paiement du denier du culte, les fidèles de l'église catholique doivent assurer le salaire du curé (3), payer les baptêmes des enfants, participer aux frais occasionnés par les fêtes, etc... Pour pouvoir faire baptiser un enfant, il faut d'abord régler les différentes dettes, en particulier le denier du culte : 1 000 FMG pour le chef de famille, 1 000 FMG pour son épouse, 500 FMG pour chaque enfant d'âge scolaire, 250 FMG pour enfant plus petit : la somme totale peut s'élever à 5 000 ou 6 000 FMG pour une famille de 7 personnes ; c'est ensuite que l'on peut payer le prix du baptême soit 1 500 FMG.

(1) Impôt supprimé à la fin de l'année 1972.

(2) La pratique du *bakchich* a été interdite par le nouveau régime.

(3) Hervé : « ici les prêtres sont payés mensuellement, comme tous les fonctionnaires » .



Un chef de famille conclut :

« pour ces raisons, on ne fait plus baptiser les enfants » (1)

Une partie importante du surplus est donc accaparée par les institutions extérieures, représentées aux yeux des paysans par l'agent PSD, le chef de canton (collecteur d'impôt) et le gendarme, l'instituteur, le curé ou le pasteur. Une somme variant entre 5 000 et 10 000 FMG (ou plus, pour les notables et les « riches ») est ainsi affectée chaque année à la reproduction du système extérieur, considéré cependant comme coercitif et dominateur, étranger au système villageois (2).

\*

\* \* \*

L'analyse de l'évolution des rapports sociaux de répartition et d'utilisation du surplus fait ainsi apparaître une accentuation de la différenciation par l'argent, dans la logique de la répartition des moyens de production et de la division sociale du travail.

- (1) « Quand nous étions enfants (vers 1945), celui qui donnait cinquante francs à l'église était applaudi ; il était couvert de louanges par *mompera* (mon père). Puis les cotisations sont devenues très nombreuses.

Maintenant, dans l'église, on vous blâme, on vous ridiculise si vous n'avez pas payé les cotisations ; dans ce cas là vous n'aurez pas le certificat scolaire de l'école catholique d'Andriambazaha ; mes deux aînés n'ont jamais obtenu le certificat scolaire de l'école catholique pour rentrer à l'école primaire publique (EPP).

C'est la même chose pour tout le monde : on vous invite à rentrer cordialement, puis après on vous oblige à donner plus qu'auparavant ; c'est pour cela que je ne fréquente plus l'église et le PSD ».

Ce chef de famille voudrait pourtant faire baptiser son dernier-né ; mais il n'accompagne pas sa femme voir le prêtre, de peur de devoir payer quelque chose :

« je suis pauvre, j'ai beaucoup d'enfants à nourrir ; le baptême n'aura lieu que dans trois mois et déjà il faut m'inscrire et payer d'avance ! C'est trop !

Je crois en Dieu, mais les façons de ces *mompera* et des gens du *fiangonana* m'horripilent ; ils exploitent toute ma famille et aussi tous les autres.

S'il était possible de payer en nature, avec du riz par exemple, ça irait peut-être ; mais demander de l'argent liquide à des paysans, c'est exagéré ».

- (2) Seules les dépenses pour l'école apparaissent comme « utiles » aux yeux des paysans, car l'école permet aux filles « de savoir au moins compter et écrire leur nom » et aux garçons d'acquérir les chances d'une (hypothétique) promotion individuelle hors du système traditionnel (caractérisé par l'idéologie communautaire).

Sur l'idéologie individualiste transmise par les églises, on lira avec intérêt :

COMNES (M.) : Idéologie religieuse et conflits politiques et sociaux à Madagascar, 1956-1972 - Centre Lebreton - Paris - Novembre 1973 - Multigraphié - 92 p.

L'antagonisme déjà marqué entre propriétaires et petits exploitants est accentué par le fait que ces derniers - dont le revenu permet seulement de reproduire la force de travail - favorisent l'enrichissement des premiers ; l'accumulation que ceux-ci en retirent perpétue et reproduit les rapports sociaux.

L'ensemble des exploitants participe à la reproduction de la superstructure idéologique et institutionnelle extérieure laquelle est pourtant en contradiction avec l'idéologie du système villageois.

### CONCLUSION

La formation sociale actuelle est donc l'aboutissement d'un long processus historique. Le village d'Ambohitravoko, dont la création a précédé de peu l'instauration de la colonisation, a connu un certain équilibre jusqu'en 1947. Les années 1948-1950 sont le point de départ d'une évolution accélérée du mode de production traditionnel et de la domination de plus en plus grande du mode de production capitaliste.

La poussée démographique et l'arrivée de migrants après 1947, entraîne un déséquilibre entre la population et les possibilités offertes par la terre : la population va doubler en vingt ans et les surfaces restant identiques, les terres vont devenir insuffisantes.

Le problème de la rareté des terres est résolu dans le cadre de la parenté : le mode d'appropriation des terres permet aux aînés de contrôler - avec parfois l'aide du *fanjakana* - la transmission des héritages et de prendre possession de parcelles du domaine public.

Les cadets - et en particulier les jeunes - n'ont pas accès aux moyens de production, ou bien ils doivent attendre longtemps avant d'y accéder. Un certain nombre d'entre eux est pratiquement rejeté hors du système villageois (1) : depuis vingt ans, ceux que le phénomène de prolétarianisation a rejetés vers l'extérieur, sont plus nombreux que ceux qui sont restés au village.

Ceux qui sont attachés au groupe et à la terre tentent de rester au village, surtout s'ils ont un minimum de propriété, et tâchent de vivre du produit du travail de tous les membres de leur exploitation familiale. L'idéologie du *fiavanana* (relations

(1) « Dans l'histoire de l'accumulation primitive, toutes les révolutions qui servent de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation font époque, celles surtout qui, dépouillant de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence traditionnels, les lancent à l'improviste sur le marché du travail, prolétaires sans feu ni lieu. Le base de cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs ».

MARX (K.) : *Le capital* - 8 volume - Editions sociales - Paris - 1960 - 1. 1, t. III ; 3<sup>ème</sup> section, chapitre 26 - p. 156.

d'harmonie dans le cadre de la parenté) et le devoir du *valimbabena* (1) (dette envers les parents) amènent les cadets à travailler sur des terres mises à leur disposition par les aînés, à aider ceux-ci dans leur travail : L'entraide est un devoir envers ceux qui prêtent des terres ; même le travail rémunéré est réalisée selon l'esprit de l'entraide

La prolétarianisation provoquée par la poussée démographique et la rareté des terres a été mise à profit dans le cadre de la parenté, pour établir un dispositif d'exploitation : les aînés disposent d'une main-d'œuvre importante et bon marché ; ils peuvent mettre en faire valoir indirect une partie de leurs terres et retirer du métayage une rente foncière avantageuse (50 % du produit des rizières), prêter des terres avec en contre partie l'assurance d'une aide éventuelle, utiliser une main-d'œuvre (gratuite ou salariée) selon l'esprit de l'entraide.

Ce dispositif d'exploitation sous couvert de relations de parenté, permet aux aînés d'accaparer le surplus de travail de cadets et de dégager un surplus monétaire . Avant 1947, plusieurs chefs de famille ont voyagé dans d'autres régions de l'île pour pratiquer des activités de commerce ambulants (vente de bœufs, de tissus, etc...) ; ils se sont ainsi familiarisés aux rapports marchands et à la pratique de l'épargne (2). Il n'y a pas eu réinterprétation passéiste de la monnaie, comme dans d'autres régions de Madagascar (3) ; ici l'argent a été appréhendé dans la logique des rapports marchands, il est devenu un rapport social. Le surplus obtenu dans le cadre du système villageois a permis d'amorcer un processus d'accumulation primitive de capital (4).

Cette accumulation est utilisée à des fins productives (surtout par les aînés les moins âgés) pour l'achat de terres, de bœufs, d'engrais, et de force de travail ; elle reproduit et accentue ainsi les rapports sociaux. Utilisée également à des fins consummatives (surtout par les *ray aman-dreny* les plus âgés) pour l'achat des biens de prestige, les dons et dépenses rituelles, l'accumulation de capital permet de renforcer le système hiérarchique et la domination des cadets par les aînés et de perpétuer l'idéologie traditionnelle.

(1) *Valim-babena* : littéralement, devoir de reconnaissance des enfants envers les parents qui les ont portés sur leur dos.

(2) C'est ce que dit Augustin :  
« ... depuis 1950 les gens ont un peu d'épargne ... » voir p. 17.

(3) Par exemple sur la côte Est :  
« d'une manière générale, les transactions monétaires mettent face à face des villageois et des étrangers, et jamais jamais de villageois face à des villageois.

Ce rejet hors des relations internes de la transaction monétaire est d'autant plus significatif qu'avant la révolte de 1947 existait une nette dynamique d'intériorisation des rapports marchands dans l'univers villageois ».

ALTHABE (G.) : Op. cit. p. 87

(4) « C'est le double moulinet du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second ».

MARX (K.) : Op. cit. t. I, t. III, p. 20.

L'introduction de la monnaie n'a pas détruit les rapports de parenté, mais elle les a transformés en rapports marchands, tout en donnant au système hiérarchique et à l'idéologie traditionnelle les moyens de se reproduire, voire de se renforcer. L'accumulation de capital entraîne l'émergence d'une classe de capitalistes agraires et accélère la prolétarianisation des paysans sans terres et des petits exploitants ; mais cette formation de deux classes sociales n'a pas détruit pour autant le système hiérarchique et l'idéologie traditionnelles ; la parenté cache en fait un système de classes sociales de plus en plus antagonistes ; l'idéal du *fihavanana* met un voile devant le processus d'exploitation et les rapports sociaux internes.

L'ensemble du village participe au jeu des rapports sociaux externes : les exploitants qui vont chercher dans la région des activités plus rémunératrices, (en faisant assurer le travail sur leur exploitation par la main-d'œuvre familiale et salariée) ; sont eux-même sous la dépendance d'employeurs capitalistes ; ceux qui au village vendent une partie de leurs productions (riz, produits de cultures des *tanety*, bois, charbon, etc...) sont intégrés au marché extérieur et sont sous la dépendance des collecteurs et des transporteurs. L'ensemble des habitants du village est donc intégrés aux rapports sociaux de la société globale et participe à la reproduction de l'idéologie dominante et de la superstructure institutionnelle.

Tous les jeunes, de quelque famille qu'ils soient, sont des paysans sans terres et ont un statut de dominés dans le dispositif d'exploitation au village ; la plupart d'entre eux préfèrent échapper à ce système et, en ayant l'illusion d'une libération, vont rejoindre le prolétariat des villes ; ceux qui tentent de rester au village, s'ils n'ont pas une réelle conscience de classe, ne sont pas sans percevoir cependant les contradictions dans leur société. Ces contradictions marquent d'ailleurs les relations sociales et le déroulement de la vie au village : les décalages sont parfois très grands entre l'idéologie telle qu'elle est affirmée et les pratiques réelles.

\*

\*

\*